



**Note aux partisans de l'ICE  
sur l'actualité de l'ICE « NEWDEALAEUROPE »  
après les élections européennes et le Conseil européen du 27 juin**

**Paolo Ponzano**

**Président du Comité italien et Vice-président du Comité européen pour l'ICE "New Deal for Europe"**

**Rome, le 2 juillet 2014**

J'attire votre attention sur les récents développements intervenus aussi bien au niveau des Institutions de l'Union européenne qu'au sein de plusieurs Etats membres suite aux élections européennes.

- Vous aurez certainement remarqué les conclusions du récent Conseil européen du 27 juin concernant la croissance et l'emploi et, en particulier, l'agenda stratégique pour l'Union au cours des cinq prochaines années. Dans cet agenda, le Conseil européen fixe parmi les priorités pour l'Union de nouveaux investissements dans les secteurs des infrastructures de transports, de l'énergie et des télécommunications, tout comme pour l'innovation et la recherche, en faisant appel à des financements publics et privés et utilisant entre autres les ressources de la Banque européenne d'investissement. Cette partie de l'Agenda correspond aux objectifs de l'ICE "New Deal for Europe", même si elle n'aborde pas, contrairement à notre ICE, le problème des ressources nécessaires.
- Vous aurez remarqué cependant que le Président Hollande a déjà présenté à M. Van Rompuy un programme très ambitieux d'investissements au niveau de l'Union pour un montant de 240 milliards d'Euros pour dix ans, qui ressemble beaucoup à notre propre plan de novembre 2013.
- Le gouvernement italien a déjà indiqué qu'il appuierait un tel plan si le gouvernement français le présentait formellement en septembre.
- Beaucoup d'économistes se sont exprimés en faveur d'un vaste plan d'investissements (voir l'article récent de Wolfgang Munchau sur le *Financial Times*).
- D'autres gouvernements (notamment ceux guidés par des *leaders* sociaux-démocrates) seront en faveur d'un tel plan, surtout après avoir constaté que la "flexibilité" dans l'application du Pacte de Stabilité pour des mesures "nationales" n'apportera qu'un maximum de 10 milliards par an, chiffre manifestement insuffisant pour résorber progressivement les 27 millions de chômeurs européens.

Cette évolution m'amène à la conclusion que nous avons une chance unique de faire adopter par les institutions de l'Union, au cours des années 2015 et 2016, un véritable plan européen pour les investissements productifs et pour l'emploi et que le soutien d'un million de citoyens européens donnerait à ce plan la légitimité démocratique nécessaire pour dégager de nouvelles ressources (à commencer par l'émission d'euro-obligations et par la garantie du budget européen en attendant l'adoption de nouvelles ressources propres suite au rapport du groupe Monti).

[www.newdeal4europe.eu](http://www.newdeal4europe.eu)